



PORTE VOIX

L'ACTUALITÉ DU DÉPUTÉ
LOÏC PRUD'HOMME

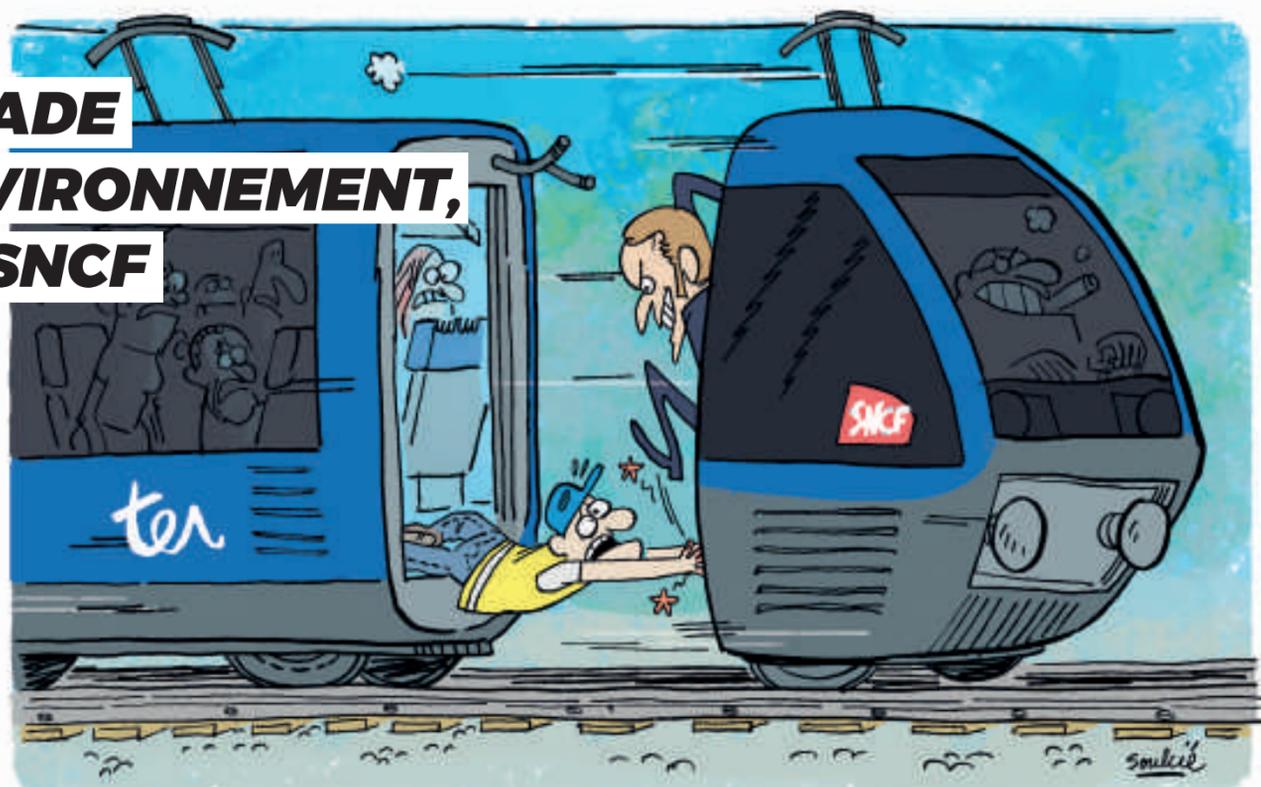
N°2 | PRINTEMPS
2018

Bordeaux-Sud - Bègles
Talence - Villenave d'Ornon



SERVICE
APRÈS VOTE

POUR LA ROCADE ET NOTRE ENVIRONNEMENT, SAUVONS LA SNCF



Il y a quelques semaines je visitais la gare de fret ferroviaire d'Hourcade située à Villenave-d'Ornon et Bègles, accompagné par les maires de ces deux communes.

Le vacarme y était assourdissant, non pas à cause de l'activité de la gare, pratiquement laissée à l'abandon, mais du passage incessant des camions sur la rocade toute proche.

Et pour cause, depuis l'ouverture à la concurrence du fret SNCF en 2006, qui s'est aussi accompagnée d'investissements massifs d'argent public dans le transport routier, les marchandises sont passées des trains aux camions et la

situation ne cesse de s'aggraver. Pour notre territoire, cela se traduit par la mort à petit feu de la gare d'Hourcade et ses suppressions d'emplois mais aussi par le mur de camions sur la rocade qui provoque les embouteillages que vous connaissez. À cela s'ajoutent les effets de la pollution de l'air sur notre santé. Cet exemple suffit à discréditer tous les arguments des promoteurs de la concurrence libre et non faussée. Cela ne fonctionne pas !

Pourtant, Macron et sa ministre (ex directrice de la stratégie SNCF) veulent désormais appliquer la même recette au transport de

voyageurs alors que la SNCF est malade de la concurrence, malade des responsables politiques qui l'ont abandonnée au profit du transport routier et aérien, laissant sa dette s'alourdir pour mieux l'achever. Leur projet c'est camions et cars Macron !

Ce chaos est le fruit de leur incompétence et de leur dogme économique. Je défends une autre solution, basée sur une entreprise ferroviaire unique, publique, au service de l'aménagement de tout le territoire, accessible aux usagers et pivot de la transition écologique.

« LE PROJET DE LOI ASILE NOUS INQUIÈTE, IL MARQUE UN REcul DES DROITS SANS PRÉCÉDENT »



ce constat alarmant c'est la responsable d'une association de solidarité avec les réfugiés à Bordeaux qui m'en a fait part alors que j'organisais à la permanence parlementaire une réunion publique « pour un accueil humain des réfugiés ».

L'humanité, il n'en était plus question lors de la discussion du projet de loi dans l'hémicycle, où les députés en Marche, main dans la main avec la droite et l'extrême droite ont voté des dispositions visant à réduire les droits des étrangers en France. **Un article de la loi m'a particulièrement choqué, c'est celui qui permet désormais d'enfermer pendant 90 jours des innocents dont le seul crime est d'avoir fui la misère et la guerre dans leur pays.** Sur ce sujet, je reste profondément marqué par ma visite du centre de rétention administrative

de Bordeaux au début de mon mandat alors que j'avais été alerté de la grève de la faim menée par plusieurs personnes retenues contre leurs conditions de détention insoutenables.

Nous avons tenté avec mes collègues députés de la France Insoumise de faire interdire la rétention des enfants mais tous nos arguments ont été balayés d'un revers de la main par Gérard Collomb, bras armé d'Emmanuel Macron pour réprimer les droits humains et les mouvements sociaux.

Parrainage républicain à l'école André Meunier en soutien à la famille Azemi en attente de titre de séjour.



Engagé contre toutes les discriminations j'étais présent au printemps des assocés à Paris à l'invitation de l'Inter-LGBT.



DÉFENDRE LA SOLIDARITÉ ET LA QUALITÉ DE VIE



« DANS L'HÉMICYCLE J'AI INTERPELLÉ LE GOUVERNEMENT SUR SA POLITIQUE DU DEUX POIDS DEUX MESURES »

D'un côté les cadeaux distribués aux plus riches, de l'autre une coupe de 1,5 milliards dans le budget des **logements sociaux**.

Macron s'attaque une nouvelle fois aux plus modestes et les conséquences de cette politique antisociale se font ressentir immédiatement : la baisse des investissements pour rénover et isoler les logements condamne des milliers de familles à vivre dans des « passoires thermiques ».

Cette saignée porte aussi un coup d'arrêt brutal à la construction. En Nouvelle-Aquitaine, plus de 3500 nouveaux logements étaient attendus en 2018 mais ne sortiront finalement pas de terre, faute de moyens. Cette politique vient aggraver une situation déjà difficile pour les ménages qui doivent

attendre des années avant d'avoir accès à un logement social.

Plutôt que de s'attaquer aux bailleurs sociaux, le Gouvernement ferait mieux d'encadrer plus sévèrement la plateforme Airbnb qui confisque 10 000 logements à Bordeaux et condamne de nombreux étudiants à dormir dans leur voiture. Face à l'urgence sociale mettons en œuvre une politique du logement juste, ambitieuse et solidaire !



« LA BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT EN MARCHÉ »

Alors que je participais à l'inauguration d'une boutique à Bègles, un couple de retraités, s'approche pour me faire part de leurs inquiétudes depuis que le Gouvernement

a augmenté de 1,7 point la CSG. Leurs revenus ont baissé de 70 euros par mois. Ils ont fait leur calcul, cela signifie un caddy de course en moins.

Ce témoignage fait échos à beaucoup d'autres, récoltés au fil des permanences parlementaires. Le pouvoir d'achat baisse depuis 6 mois et ce que Macron vous prend d'une main, il le redonne à ses amis à travers des cadeaux fiscaux de plusieurs milliards.

Pendant les discussions sur le budget, j'ai défendu la lutte contre l'évasion fiscale, la taxation des plus hauts revenus et l'investissement dans nos services publics pour relancer notre économie sans s'attaquer à ceux qui ne sont pas « les premiers de cordée » de Macron 1er.

« JE PORTE À LA TRIBUNE DE L'ASSEMBLÉE LA VOIX DES ALTERNATIVES AU MODÈLE PRODUCTIVISTE DESTRUCTEUR DE NOTRE ENVIRONNEMENT. »



La loi Agriculture Alimentation qui se voulait ambitieuse a été vidée de sa substance et ne règlera en rien les difficultés du monde agricole. Mon expérience professionnelle dans le milieu de la recherche en agronomie et **mes échanges avec les paysans du Périgord et du Loiret travaillant en agriculture biologique** m'ont permis de porter à l'Assemblée des amendements pour une agriculture raisonnée, respectueuse de l'environnement, des producteurs et des consommateurs. Depuis quelques semaines, je suis également le président d'une commission d'enquête parlementaire sur la nourriture industrielle et ses conséquences sur notre santé.

UN PROJET DE LOI POUR PROTÉGER LES RIVERAINS CONTRE LES PESTICIDES

Au mois de novembre dernier j'animais une réunion publique sur le scandale sanitaire des pesticides pour les travailleurs et les riverains des vignes. Les associations mobilisées sur ce sujet n'ont donc pas hésité à m'alerter lorsqu'une étude a révélé que des résidus de pesticides dangereux

et pour certains interdits avaient été retrouvés dans une école et dans des chambres d'enfants de villages viticoles.

Alors que de plus en plus d'études médicales démontrent le lien entre l'exposition, même brève, aux pesticides et l'apparition de maladies graves, notamment chez les plus jeunes, il est urgent de s'attaquer aux intérêts des firmes agroalimentaires pour protéger notre santé et celle de notre environnement !

Dans ce but, j'ai déposé une proposition de loi interdisant l'usage de pesticides cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques et ayant des effets de perturbateurs endocriniens dans une zone tampon de 200m autour des habitations et des lieux accueillant du public.

LA COUCHE DE PEINTURE VERTE NE TROMPE PLUS PERSONNE !

Alors que Macron claironnait pendant sa campagne vouloir rendre notre planète « great again » il ne cesse d'accumuler les décisions catastrophiques pour l'environnement. Entre deux ventes de réacteurs nucléaires à l'étranger et les coupes dans le budget du ministère de la transition écologique, Macron organise le démantèlement de la SNCF et la fermeture des petites lignes au profit du tout-routier. Sa réforme du rail comporte 86 fois le mot concurrence alors que les mots écologie et changement climatique n'apparaissent même pas.

Rencontre avec un agriculteur-boulangier qui produit lui-même ses céréales en agriculture biologique puis fabrique du pain sur son exploitation.



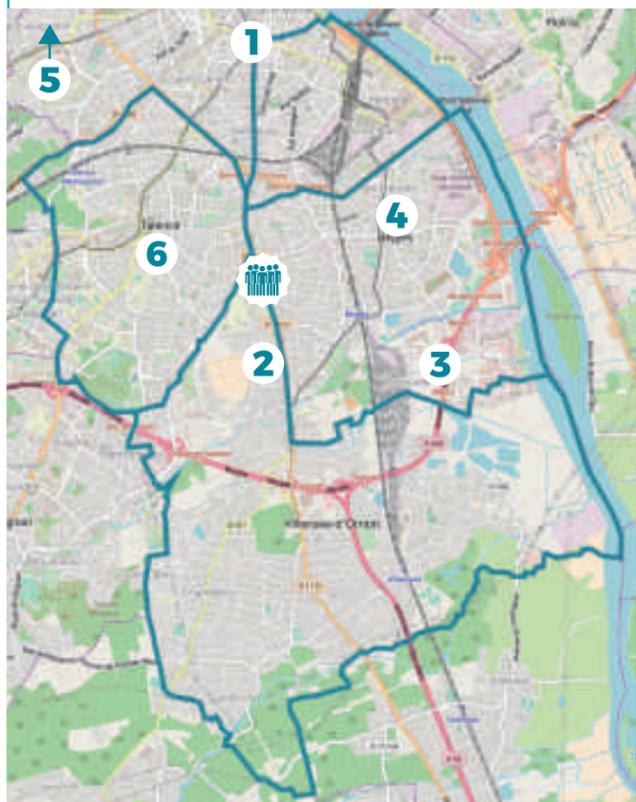
« CANTINE SANS PLASTIQUE LES ARGUMENTS EN TOC DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE »



Lors de l'examen en commission du texte de loi portant sur l'Agriculture et l'Alimentation, j'ai pris la mesure des convictions écologiques du ministre de l'Agriculture et son sens de la retenue dès qu'il s'agit de protéger la santé des consommateurs contre les intérêts économiques.

Pendant la discussion du texte, j'ai présenté un amendement qui me tient particulièrement à cœur, celui visant à interdire la vaisselle en plastique dans la restauration scolaire. Ma rencontre avec des parents inquiets que la nourriture de leur enfant soit en contact avec des perturbateurs endocriniens m'a convaincu qu'il fallait appliquer de manière stricte le principe de précaution sur ce sujet. Mon amendement a été rejeté par le Ministre. Le motif présenté est un monument de mauvaise foi : nous ne pouvons pas interdire la vaisselle en plastique car il faut attendre les progrès de la science pour lui trouver des substituts.... **Pour le Gouvernement, il est donc urgent d'attendre que nous réinventions l'assiette en Pyrex ou en céramique !** L'anecdote serait amusante si il ne s'agissait pas de la santé de nos enfants. Concernant la santé publique, la préoccupation du Gouvernement semble être plutôt de ne pas froisser les intérêts des industriels.

En circonscription, engagé et à l'écoute



L'AGENDA



- 1^{er} juin 17h** RÉUNION DE PLACE
À Bègles (Terre-Neuve)
- 2 juin 10h** MARCHÉ DES CAPUCINS
À Bordeaux
- 3 juin 10h** DEVANT LE LIDL
À Chambéry
- 8 juin 17h** RÉUNION DE PLACE
À Bègles (tram Vaclav Havel)
- 9 juin 10h** MARCHÉ DU 14 JUILLET
À Bègles
- 10 juin 10h** MARCHÉ DE THOUARS
À Talence
- 15 juin 17h** DEVANT LE CARREFOUR-MARKET
À Villenave-D'Ornon (Bocage)
- 18 juin 17h** RÉUNION DE PLACE
À Thouars
- 29 juin 16h** RÉUNION DE PLACE
À Bordeaux (Ferdinand Buisson)
- 30 juin 10h** ROUTE DE TOULOUSE
Devant le Simply-Market



POINT INFOS-DROITS
permanence parlementaire
samedi 9 juin de 10h à 12h
pour vous accompagner dans
vos démarches administratives.



Garantir l'accès à l'Université

Étudier est un droit, la loi sur la sélection ne résoudra en rien les problèmes de l'Université et participera seulement à créer une université et des lycées à deux vitesses. Je suis intervenu à plusieurs reprises à l'Université pour sensibiliser les étudiants aux dangers du Plan Vidal.



L'argent public pour un hopital public

Fermeture programmée de l'Hopital R.Picqué. 30 millions d'€ publics seront engagés pour le rapprochement avec la Maison de Santé Protestante de Bagatelle et son opération immobilière. Au vu des éléments que j'ai consultés, l'équilibre financier est précaire. La métropole vient même de se porter caution bancaire pour l'opérateur privé ! Je demande une remise à plat du projet, pour que l'argent public investi le soit au profit exclusif des patients.



Non à la pose forcée des compteurs Linky !

Enedis n'est ni en mesure de prouver les économies d'énergies, ni de garantir la protection des données des consommateurs. J'ai interpellé le Gouvernement pour donner aux citoyens le droit de refuser les compteurs communicants. La conférence co-animée avec Stéphane Lhomme au cœur de la circonscription a réuni plus de 300 personnes montrant l'intérêt des citoyens pour la question.



Engagé pour sauver les emplois et le fret à Hourcade

Un travail avec les élus locaux sur ce dossier : après un déplacement sur le site, nous avons rencontré la direction de la SNCF pour exiger des garanties sur le maintien de l'activité fret dans la circonscription.



La distribution du courrier doit rester un service public

À la Poste voilà les conséquences de la privatisation : les bureaux de proximité ferment les uns après les autres et la distribution quotidienne du courrier ne sera plus assurée. Mon adresse au directeur Régional de la Poste et mon soutien aux postiers mobilisés sont guidés par la défense des usagers et du service public.



Défense de tous les emplois et de la dynamique de notre territoire

À l'Assemblée comme sur le terrain je mène la bataille pour la sauvegarde de notre Industrie et de ses savoir-faire, indispensables au tissu socio-économique local. Les multinationales qui se sont gavées d'argent public doivent garantir le maintien de tous les emplois !



PERMANENCE PARLEMENTAIRE

281 Route de Toulouse
33140, Villenave-d'Ornon
05 57 93 51 42

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU DÉPUTÉ FRANCE INSOUMISE

contact@loicprudhomme.fr
loicprudhomme.fr



@PrudhommeLoic



Loïc Prud'homme